



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 28308-3

**modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°28308 du 9 juillet 1998
portant autorisation de la société ALLIANCE OUEST CÉRÉALES d'exploiter
une installation spécialisée dans le stockage de céréales sur la commune de
Montauban-de-Bretagne**

**Le préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.181-14, R.122-2, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 52 ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 09/07/1998 autorisant la société ALLIANCE OUEST CÉRÉALES (AOC) à exploiter une installation spécialisée dans le stockage de céréales sur la commune de Montauban-de-Bretagne ;

Vu le signalement, en date du 01/03/2022, de l'Office Français de la Biodiversité, d'un état dégradé des eaux au niveau d'un rejet des eaux pluviales de la zone de la Brohinière et sachant que les eaux pluviales de l'installation AOC transitent par ce fossé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 06/05/2022 ;

Vu le courrier en date du 18 mai 2022 par lequel la société ALLIANCE OUEST CÉRÉALES (AOC) a été invitée à faire connaître ses observations au projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis ;

CONSIDÉRANT l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT l'absence d'analyse à l'initiative de l'exploitant des eaux pluviales rejetées par l'installation AOC ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susmentionné permet la réalisation de ce type d'analyse sur demande de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de vérifier le niveau des polluants rejetés par l'installation AOC dans le contexte particulier d'un état dégradé des eaux collectées par le réseau d'eaux pluviales de la zone ;

CONSIDÉRANT que la présence de poussières et grains de céréales sur les voiries extérieures présente un enjeu en matière de pollution des eaux de surface et qu'il y a lieu de surveiller les effets de l'installation sur l'environnement dans ce domaine ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} – Objet de l'arrêté

Pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Montauban-de-Bretagne, ZI de la Brohinière, BP 24, la société ALLIANCE OUEST CÉRÉALES respecte les dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Surveillance ponctuelle des eaux pluviales

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, des analyses des eaux pluviales sont réalisées par l'exploitant. Les résultats sont transmis à l'Inspection.

Les prélèvements sont réalisés :

- Sur chacun des réseaux Ouest et Est, au plus proche des points de rejet des eaux pluviales de l'installation dans le réseau des eaux pluviales de la zone ;
- Sur les eaux issues de la station de lavage des véhicules :
 - si le mélange des eaux se fait après le débourbeur : avant mélange des eaux de lavage avec les autres eaux du réseau et après le débourbeur / séparateur ;
 - si le mélange des eaux se fait avant le débourbeur : deux prélèvements à faire dont un avant mélange de ces dernières avec les autres eaux du réseau (eaux de lavage uniquement) et un après le débourbeur / séparateur.

Le prestataire réalisant le prélèvement précise la localisation du point de prélèvement dans son rapport.

Les paramètres à surveiller et les valeurs limites d'émission applicables à l'installation sont celles de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/07/1998.

Article 3 – Surveillance pérenne des eaux pluviales

Les analyses des eaux pluviales rejetées par l'installation AOC sont renouvelées sur demande de l'Inspection et au plus tous les deux ans.

Les points de prélèvement sont situés au plus près de chaque point de rejet des eaux pluviales, avant rejet dans le réseau des eaux pluviales de la zone.

Les paramètres à surveiller et les valeurs limites d'émission applicables à l'installation sont celles de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/07/1998.

Article 4 – Délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Rennes :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site : <https://www.telerecours.fr>

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté sera déposée en mairie de Montauban-de-Bretagne et pourra y être consultée ;
- Ce même arrêté sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Montauban-de-Bretagne.

Fait à Rennes

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Le 19/06/2022

A blue ink signature, appearing to be 'L. GUILLAUME', written in a cursive style.

Ludovic GUILLAUME